

FRONT POPULAIRE

En France, le Front populaire de 1936 et les grèves qui succèdent à la victoire électorale aboutissent à d'importantes réformes sociales comme les congés payés. Réformes honnies par la droite extrême qui en viendra à revendiquer le slogan « plutôt Hitler que le Front populaire ». En 1938, c'en est fini du Front populaire et de l'espoir démocratique et antifasciste qu'il a généré.

En savoir plus

À la suite du krach boursier d'octobre 1929, la crise économique mondiale se fait sentir en France à partir de 1931. Face à ce climat et à l'instabilité politique, l'extrême droite française connaît une véritable explosion.

Le 6 février 1934, la journée des « Ligues » (différents mouvements d'extrême droite) a lieu devant l'Assemblée Nationale, manifestation analysée comme une tentative de coup d'état fasciste.

Le gouvernement Daladier démissionne le 7 février.

Le 9 février, à l'appel du Parti communiste, une manifestation est organisée contre le fascisme. Interdite, elle se solde par des heurts violents (neuf morts et des centaines de blessés).

En juillet 1934, un « pacte d'unité d'action » entre le Parti communiste, le Parti socialiste et le Parti radical est conclu pour un « Front populaire de la liberté, du travail et de la paix ». C'est une alliance défensive contre le fascisme et contre la misère.

Lors des élections législatives, en avril-mai 1936, le Front populaire obtient la majorité absolue. Léon Blum, leader du Parti socialiste, forme un gouvernement constitué de socialistes et de radicaux, les communistes le soutiennent sans y participer.

Un puissant mouvement de grèves aboutit à la signature des « Accords de Matignon » entre les syndicats et Léon Blum, le 7 juin 1936 : augmentation de salaire, durée du travail fixé à 40 heures hebdomadaires, obtention de 15 jours de congés payés, établissement des conventions collectives au sein des entreprises.

Des réformes de structures sont aussi réalisées : démocratisation de la Banque de France, nationalisation des chemins de fer aboutissant à la création de la SNCF.

Parallèlement, un effort important est fait en matière d'éducation et de culture.

Les militants de la section juive de la M.O.I., enthousiastes, soutiennent le Front populaire.

Mais les difficultés surgissent : la guerre civile espagnole, qui oppose le fascisme franquiste aux républicains, a éclaté en 1936. Léon Blum accepte un traité de « non-intervention » voulu par la plupart des ministres radicaux

et une partie des ministres socialistes.

Cet abandon le sépare du Parti communiste.

La situation économique se dégrade : fuite des capitaux, dépenses de réarmement. Un antisémitisme virulent s'exprime, envers Léon Blum en particulier et l'ensemble des Juifs en général, notamment envers les Juifs progressistes.

À l'automne 1938, le 30 septembre, les « Accords de Munich » sont signés, Hitler a les mains libres à l'Est, la guerre se prépare et conduit à la remise en cause des avancées sociales du Front populaire.

C'en est fini du rassemblement démocratique antifasciste.

Références

— Diatkine Daniel & Gayman Jean-Marc, 1997, *Histoire des faits économiques, tome2,*

Croissance et crises en France de 1895 à 1974, Paris, Nathan.

— Tartakowsky Danielle, 2004, *Le Front Populaire : la vie est à nous*, Paris, Gallimard,

Coll. « Découvertes Gallimard.

<https://museemrjmoi.com>